

5. [https://easo.europa.eu/wp-content/uploads/EASO-Newsletter-OCTOBER-2015\\_f.pdf](https://easo.europa.eu/wp-content/uploads/EASO-Newsletter-OCTOBER-2015_f.pdf) - Latest asylum trends and main countries of origin - EASO Newsletter, October 2015

## **MIGRATION TCHADIENNE ET CENTRAFRICAINE AU NORD-CAMEROUN: ENJEUX HUMANITAIRES ET PROBLEMATIQUE DE LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Paul AHIDJO<sup>8</sup>**

### **Résumé**

*Depuis les indépendances, le Nord du Cameroun connaît un afflux de migrants forcés venant du Tchad et de la Centrafrique dont les troubles politiques et les crises écologiques constituent des facteurs d'impulsion. De nombreux réfugiés sont accueillis dans des camps de fortune et ont suscité la mobilisation de la communauté internationale en vue du déploiement des mesures d'urgence humanitaire. A partir des données primaires et des données secondaires, ce travail se propose à travers une démarche qui combine de la perspective historique aux sciences sociales, de montrer comment le Nord-Cameroun constitue une zone de refuge et d'analyser les enjeux qui se dessinent autour de la migration étrangère.*

**Mots clés:** zone de refuge, migration, enjeux humanitaires, sécurité

### **Introduction**

Le Nord du Cameroun est un espace constitué de trois régions administratives qui s'étendent du plateau de l'Adamaoua aux berges du lac Tchad. Depuis les années 1970, cette région géographique est devenue un espace où convergent des flux de déplacés suite à l'instabilité politique génératrice des violences qui caractérisent certains États du bassin du lac Tchad. Ces déplacés viennent poser à l'état du Cameroun en quête du développement et de l'amélioration

---

<sup>8</sup> Université de Maroua, ahidjopauljackson@yahoo.fr

des conditions de vie de ses citoyens, l'épineuse question de la gestion et de l'encadrement des réfugiés.

Le renversement du régime de François Tombalbaye en 1975 a provoqué dans le territoire tchadien, une guerre civile qui a freiné le décollage économique du jeune état et a ouvert la voie à la formation des groupes de rebellions en quête de la magistrature suprême, utilisant les armes comme moyens de parvenir aux fins politiques. La crise politique dure jusqu'au début des années 1990 et a mis autant des tchadiens sur le chemin de la migration. De nombreux tchadiens ont trouvé refuge au Nord-Cameroun, compte tenu de la proximité frontalière, des liens matrimoniaux et ethniques qui unissent certains peuples du Tchad et du Cameroun.

A la suite des tchadiens, le Nord-Cameroun connaît également l'afflux de centrafricains qui se dirigent vers la région de l'Est et celle de l'Adamaoua. Dans ce pays situé au centre de l'Afrique, les coups d'état se sont érigés en mode d'accès au pouvoir au détriment d'une transition démocratique. De la chute de David Dacko à celle de François Bozizé en 2014, la Centrafrique connaît une histoire tumultueuse, une histoire conflictuelle à l'opposé d'une histoire calme, une histoire de la paix. Les troubles politiques ont entraîné une hémorragie migratoire vers le Cameroun. La guerre civile en Centrafrique constitue une menace d'insécurité pour les pays limitrophes, notamment pour le Cameroun, qui a dû renforcer son dispositif de défense dans les localités frontalières avec la Centrafrique.

Apart ces migrations liées aux troubles politiques, il convient également de faire mention de certains mouvements humains à caractère économique et scolaire. Pour ces migrations, les statistiques officielles ne sont pas connues du gouvernement ou du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Les villes de Maroua, de Garoua et de Ngaoundéré sont affectés par ce flux de migrants à caractère économique et scolaire.

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**

8th Year, No. 2 (16) – 2016

Galati University Press, ISSN 2065 -1759

Le Cameroun est devenu en Afrique centrale une terre de refuge, du fait de sa stabilité politique, de son hospitalité et de l'ouverture de ses frontières. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'actualité internationale est marquée par le débat autour de la migration syrienne provoquant du coup en Europe une crise migratoire, fragmentant la société et la classe politique entre pro- et anti-migration.

A cette question de la migration qui alimente les débats politiques et scientifiques, l'humanité et la communauté internationale doivent résoudre le problème en amont, afin d'éviter l'hémorragie migratoire liée aux systèmes politiques qui ne respectent pas les principes démocratiques. Le Cameroun subit la même menace migratoire sans que cela ne soit parvenu à diviser la société civile, la classe dirigeante et les intellectuels. Les migrants tchadiens et centrafricains qui se dirigent vers le Cameroun sont accueillis et orientés vers des camps d'habitation, sous l'encadrement des agents du HCR. La population migrante est démographiquement considérable et représente un enjeu d'intégration pour la sous-région Afrique centrale.

La migration vers le Nord-Cameroun est liée aux facteurs écologiques, politiques et économiques dont la conjonction n'offre aucune perspective reluisante aux migrants qui doivent commencer une nouvelle vie dans un pays étranger. La pauvreté, l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé constituent les lots quotidiens des migrants dépourvus de tout pouvoir financier et matériel. Ils sont alors vulnérables à tous les risques compte tenu de leur capacité d'adaptation quasi-nulle. Vu sous cet angle, les déplacés suscitent de la compassion et nécessitent une prise en charge humanitaire urgente.

Ainsi, autour de la migration forcée se dessinent des enjeux humanitaires, des enjeux de politiques sous régionales et des enjeux économiques. Compte tenu de la dégradation des conditions de vie, les déplacés en masse exercent une pression sur les services

écosystémiques afin de parvenir à leur subsistance. Les écosystèmes autour des camps des déplacés subissent de lourds préjudices dans un contexte de lutte contre la désertification.

Depuis quelques décennies, on assiste à la naturalisation comme camerounais de nombreux migrants, et comme tel, ils participent à la vie politique et économique du pays. Cette naturalisation a contribué à l'accroissement démographique de certaines localités. Les migrations forcées sont récurrentes dans le bassin du lac Tchad, au point que l'on est tenté de parler du caractère cyclique du facteur engendrant le phénomène. Razzias esclavagistes, conquêtes hégémoniques, guerres civiles, crises écologiques conjuguent leurs effets pour déterminer le caractère continu de la migration observée dans le temps et dans l'espace au niveau du bassin du lac Tchad.

Cette contribution permet de comprendre le caractère hospitalier du Cameroun en Afrique centrale à travers ses institutions et ses hommes face à la question de la migration étrangère, qui de plus en plus se pose comme l'un des défis du XXI<sup>e</sup> siècle à la communauté internationale. A partir des données primaires et des données secondaires, il est question de montrer comment le Nord-Cameroun constitue une terre de refuge pour les migrants d'origine tchadienne et centrafricaine et d'analyser les enjeux qui se dessinent autour de la migration étrangère. La confrontation et l'analyse critique des sources nous ont permis de bâtir le corpus autour de trois parties principales. La première partie s'attèle à analyser les facteurs qui concourent à la migration vers le Cameroun.

La deuxième partie examine les politiques d'encadrement et l'enjeu humanitaire autour de la migration forcée. Et enfin, la troisième partie se focalise sur l'impact environnemental des migrants et les conflits d'accès aux ressources naturelles.

## **I. Des crises multidimensionnelles aux sources de la migration tchadienne et centrafricaine vers le Nord-Cameroun**

L'Afrique centrale connaît une récurrence de troubles politiques depuis la décennie des indépendances. Cette instabilité politique est l'une des constantes caractéristiques de l'histoire politique de certains États de l'Afrique centrale en l'occurrence, le Tchad, la Centrafrique et le Congo Démocratique (ex-Zaïre). Ces États connaissent de sévères crises politiques génératrices de migrations forcées qui convergent vers le Cameroun, considéré comme un havre de paix dans une Afrique prise en tenaille par les seigneurs de la guerre et de la violence.

L'histoire de la migration des tchadiens vers le Cameroun remonte à la période coloniale. Ce processus s'est intensifié au lendemain des indépendances, quand le Tchad entra dans un cycle de violence marquée par une succession des coups d'état et la formation d'une pléthore de groupes rebelles où chaque leader voudrait conquérir le pouvoir suprême aux moyens des armes. Plusieurs repères permettent de situer dans le temps le flux de la migration forcée des tchadiens vers le Nord du Cameroun. En effet, le premier coup d'état qui a renversé et provoqué la mort du premier président tchadien François Tombalbaye le 13 avril 1975, a ouvert la voie à une succession de prises de pouvoir par les armes. Cette crise politique a provoqué la migration de plusieurs ethnies et a permis l'installation permanente du climat d'insécurité, la formation de plusieurs groupes de rebellions qui entretiennent au quotidien la rhétorique de la violence. Les villes de Kousseri, Yagoua, Kaélé, Maroua, Garoua, Ngaoundéré connurent l'arrivée massive des migrants tchadiens.

Le second repère est déterminé par la période qui a marqué la prise de pouvoir par Goukouni Ouaddeï (1979-1982), puis par Hissène Habré (1982-1990). Le régime de Goukouni Ouaddeï, tout comme celui de Hissène Habré, s'est caractérisé par l'instauration de

la dictature et de la forte répression contre le peuple tchadien. Cette dictature est à l'origine du crime contre l'humanité pour lequel Hissène Habré est poursuivi à Dakar par la justice internationale. Dans cette perspective, des milliers de personnes fuyant la répression et la violence ont choisi comme destination le Nord-Cameroun.

Le troisième repère coïncide avec l'avènement de la démocratie et du multipartisme en Afrique subsaharienne. Tandis que les années 1990 marquent le début de l'ouverture démocratique dans nombre des États de l'Afrique subsaharienne, les tchadiens vécurent un autre coup d'état. Les hommes d'Idriss Deby eurent raison du pouvoir de Hissène Habré. De 1966 à 1990, le Tchad a vécu dans un environnement de troubles politiques qui ont provoqué la migration des milliers de personnes à l'intérieur et vers l'extérieur. Le Cameroun fut l'une des destinations privilégiées. De nombreux migrants furent accueillis dans des camps, d'autres installés dans des villages bénéficiant de la solidarité transfrontalière liée aux facteurs ethniques et matrimoniaux. Au sujet des troubles politiques qui ont marqué l'histoire politique du Tchad, Saïbou Issa écrit: «la guerre civile et la prolifération des rébellions et des mouvements armés dits politico-militaires depuis 1966 y a multiplié les porteurs d'armes, qu'ils soient d'anciens éléments de l'armée régulière passés à la vie civile après la déchéance du président, ou des combattants affiliés aux dizaines de mouvements armés disséminés sur le territoire tchadien » (Saïbou Issa 2006 : 126).

Cette insécurité a porté préjudice au peuple tchadien en retardant son développement, ce qui plus tard s'imposera comme un défi au pouvoir d'Idriss Deby. La plus part des déplacés tchadiens ont été rapatriés par convois organisés par le HCR et la quasi totalité des campements démantelés. Il reste moins de déplacés tchadiens. Depuis 2013, le HCR a enregistré 1540 réfugiés tchadiens en terre camerounaise. Ce chiffre a connu une augmentation en 2015 pour atteindre le cap de 1790 personnes (Rapport UNHCR 2014-2015). La migration tchadienne vers le Cameroun est récurrente et parfois liée

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**

8th Year, No. 2 (16) – 2016

Galati University Press, ISSN 2065 -1759

aux facteurs écologiques. Lorsque les sécheresses des décennies 1970 et 1980 frappèrent le Sahel et le Tchad, de nombreux agriculteurs et éleveurs se sont repliés dans les périmètres rizicoles de Yagoua, de Maga et dans la zone de pêche de Lagdo (Ahidjo 2013). La combinaison de facteurs politiques et écologiques explique le caractère régulier de la migration tchadienne vers le Nord-Cameroun. Mais davantage, les crises politiques ont quantitativement expulsé les tchadiens vers l'extérieur et ne favorisèrent guère le climat d'investissement. A la crise politique et sécuritaire succède une crise structurelle. C'est ainsi que le Tchad fait face au manque de structures de formation et d'éducation. A ce manque, s'ajoute la déliquescence des structures héritées de la colonisation ou construites pendant les premières années de l'indépendance. Ces structures s'avèrent inadaptées aux besoins de la formation de la jeunesse. Plusieurs cadres tchadiens ont été formés dans les universités et les grandes écoles camerounaises. En 2000, les universités camerounaises accueillirent de nombreux étudiants à l'exemple de l'université de Ngaoundéré qui comptait des centaines d'étudiants tchadiens.

Le Tchad connaît de nos jours une stabilité politique et a amorcé son processus de développement du fait de son statut de nouveau pays pétrolier de l'Afrique centrale. La stabilité et la croissance économique ont constitué un frein à la vague d'émigration des tchadiens et parfois, on assiste aux migrations de retour de nombreuses familles. La relance de l'économie et le développement du Tchad sont parmi les priorités de la politique de reconstruction initiée par le régime d'Idriss Deby. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le Tchad est un pays qui a retrouvé sa place dans le concert des nations. Il est entrain de passer du statut de pays d'émigration à celui de pays d'accueil.

De la crise politique à la crise écologique voire la crise structurelle, on est tenté de parler de la mutation ou de la multiplication des crises qui favorisent le phénomène migratoire en

Afrique centrale. Les troubles politiques en Centrafrique ne sont pas de nature à garantir une stabilité sociale des populations en proie à la pauvreté.

La Centrafrique devient indépendant le 13 août 1960, ayant comme président David Dacko, qui, après quatre années de magistrature suprême fut renversé par un coup d'état en 1965, orchestré par Jean Bedel Bokassa.<sup>9</sup> Depuis 1965, la Centrafrique connaît des moments d'insécurité, à l'exemple des mutineries qui ont suivi l'arrivée d'Ange Félix Patassé et les troubles politiques de 2014 qui ont expulsé Bozizé du pouvoir, créant une guerre civile entre des fractions rebelles. Ces troubles quasi-régulières expliquent la migration des centrafricains vers des pays voisins. En effet, le Cameroun est le pays de l'Afrique centrale qui accueille le plus grand nombre de réfugiés centrafricains, comme il l'a fait avec le Tchad (Rapport UNHCR 2015). Au cours des années 2014 et 2015, les exactions des milices Anti Balaka et Séleka ont provoqué d'importants dégâts matériels et des pertes en vies humaines. La conséquence la plus spectaculaire est le flux des migrants observés aux frontières du Cameroun. La région de l'Est et celle de l'Adamaoua ont accueilli de milliers de personnes, suscitant du coup une mobilisation humanitaire et des solidarités transfrontalières. Malgré l'intervention en 2013 de l'armée française dans le cadre de l'opération Sangaris, elle même responsable des viols d'enfants, et la mise en place d'une force multinationale de l'ONU, la situation sécuritaire en Centrafrique n'est guère reluisante. Les migrations des populations sont continues du fait des attaques quasi-permanentes des groupes armés.

Les rapports du HCR montrent que le Cameroun est le seul pays en Afrique qui accueille le plus grand nombre de migrants et de

---

<sup>9</sup>Lututala Mumpasi, 2002, « les migrations en Afrique centrale : caractéristiques, enjeux et rôle dans l'intégration et le développement des pays de la région », document en ligne, format pdf



refugiés centrafricains. De 2013 à 2015, le HCR a enregistré 78 250 réfugiés centrafricains installés dans la région de l'Est et dans la région de l'Adamaoua (Rapport UNHCR 2014-2015). Ce chiffre pourrait s'alourdir, si l'on arrivait à recenser les déplacés qui vivent hors des camps et ceux qui vivent en milieu urbain. Le gouvernement du Cameroun en partenariat avec le HCR a construit plus de 300 sites qui accueillent les déplacés centrafricains (Rapport UNHCR 2014-2015). L'accentuation de la pression migratoire dans les prochaines années est plausible du fait de l'insécurité et de la pauvreté galopante. La pression de la migration forcée aux frontières Est et Nord du Cameroun pose la problématique de l'aide d'urgence humanitaire mais aussi la nécessité de trouver des solutions durables au phénomène devenu global.

## **II. Politiques d'encadrement et enjeux humanitaires**

Le Cameroun est signataire des textes internationaux sur les réfugiés. Il a signé tour à tour la convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés, son protocole de 1969 et la convention d'Addis-Abeba de l'Organisation de l'Unité Afrique (OUA) de 1969. Dans le cadre du droit interne et du dispositif judiciaire, le pays a adopté en juillet 2005 une loi définissant le cadre juridique de protection des réfugiés. Depuis novembre 2011, cette loi est entrée en vigueur (Rapport UNHCR 2015). Face à ses engagements internationaux, les frontières du Cameroun se trouvent ouvertes aux migrations de masse et aux migrations individuelles ou isolées, plusieurs facteurs conjugués ou isolés expliquant le départ des populations de leur pays d'origine. Du fait aussi de son engagement international, le Cameroun essaie de respecter ses devoirs de protection des réfugiés et des déplacés qui viennent trouver refuge et sécurité sur son territoire. La stabilité politique, les potentiels humains, la diversité des ressources naturelles déterminent le choix de nombre des migrants vers la destination du Cameroun. Ainsi, le pays a accueilli,

selon les statistiques officielles du HCR, 85 870 réfugiés repartis dans les régions administratives de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord qui partagent les frontières avec le Tchad et la Centrafrique (Rapport UNHCR 2014-2015). Les réfugiés installés au Cameroun bénéficient de l'appui et de la prise en charge du HCR. Toutefois, les conditions dans lesquelles arrive l'ensemble des migrants suscitent de la compassion. Désemparés, ils ont abandonné tous leurs biens et deviennent dès lors des nécessiteux. C'est dans une logique d'humanisme que le gouvernement et le HCR tentent de venir aux secours des déplacés.

La crise migratoire telle observée aux frontières du Cameroun a nécessité une intervention humanitaire d'urgence. Le gouvernement du Cameroun, face à l'arrivée massive des migrants tchadiens et centrafricains, a souvent apporté le premier secours humanitaire avant que le HCR ne prenne le relais de la prise en charge des déplacés. La gestion a consisté à accepter l'installation des réfugiés dans des camps aménagés sur son territoire, puis l'apport en aide humanitaire et enfin, la facilitation d'accès aux services sociaux. Vu le nombre important des déplacés et la situation humanitaire qui se dégrade au quotidien, le HCR et d'autres organismes conjuguent leurs efforts afin de soulager les souffrances des populations.

Le bureau du HCR de Yaoundé est responsable de la mise en place des stratégies humanitaires d'intervention d'urgence en cas de crises au Cameroun. La succession de crises que les pays du bassin du lac Tchad connaissent (crises de sécheresses, crises d'inondations, crises de migrations) a nécessité une réponse humanitaire d'urgence de la part du HCR et des autres acteurs humanitaires. Ainsi, le HCR et le gouvernement se déploient à apporter aux populations vulnérables la protection physique et l'aide essentielle. Les déplacés bénéficient alors, d'une prise en charge sanitaire, de l'accès à l'éducation et de l'approvisionnement en eau (Rapport UNHCR 2015). L'encadrement humanitaire du HCR vise aussi à réduire le risque de conflits entre les populations autochtones et les migrants.

L'accès aux ressources naturelles est l'un des facteurs qui expliquent les rapports conflictuels entre les autochtones et les allogènes. Certaines écoles de pensée avaient d'ailleurs établi le lien entre ressources naturelles, environnement et conflits.<sup>10</sup> L'amenuisement des ressources naturelles dû à la pression démographique constitue la cause principale des conflits entre les populations. C'est par exemple, le cas des conflits inter communautaires autour des ressources naturelles observés dans la région de l'Adamaoua, du Nord et aux abords du lac Tchad. Les conflits et les tensions qui ont marqué l'histoire du bassin du lac Tchad à travers le temps et l'espace, ne sont pas dénués de tout fondement écologique. L'enjeu des ressources naturelles est toujours au centre des rapports de force entre les populations et les États.

En effet, la forte concentration des réfugiés au Nord-Cameroun, dans un environnement écologiquement fragile est un facteur d'épuisement et d'amenuisement des ressources naturelles. L'accès des réfugiés aux ressources naturelles, aux services écosystémiques est à l'origine des cas de conflits entre les autochtones et les déplacés qualifiés d'allogènes. Ce risque de conflit accentue l'insécurité et la déstabilisation des régions hôtes. La prévention des conflits représente un défi pour les organisations humanitaires et les pouvoirs publics afin de maintenir la cohésion sociale entre les différents groupes d'ethnies. Dans ce sens, les pouvoirs publics veillent à la stabilité et tentent d'endiguer toutes les velléités de tensions ou de conflits.

---

<sup>10</sup>Sur cette question, quatre écoles de pensées ont établi le lien entre environnement et conflits. Il s'agit de l'école américaine représentée par Arthur Westing, le groupe de Toronto sous la conduite de Thomas Homer Dixon. L'école de suisse composée des chercheurs du Swiss Federal Institute of Technology (Zurich) et de la Swiss Peace Foundation (Berne), dans le cadre du projet ENCOP (Environment and Conflict Project). Enfin, le groupe d'Oslo comprenant les chercheurs de l'International Peace Research Institute (PRIO)

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**

8th Year, No. 2 (16) – 2016

Galati University Press, ISSN 2065 -1759

D'autres organisations internationales telles que le PAM, l'UNICEF, l'OMS apportent aux déplacés les besoins nécessaires dans le domaine de l'alimentation, de la prise en charge des carences nutritionnelles et de la santé. Le PAM s'est fait distingué par un apport en denrées alimentaires constituées des céréales. L'UNICEF et l'OMS s'intéressent à l'encadrement des enfants et de leur vaccination à l'entrée du Cameroun et dans les camps des réfugiés. L'action conjuguée de l'UNICEF et de l'OMS a permis l'administration du vaccin polio oral à plus de 138 enfants de 0-5 ans, et du vaccin anti- rougeoleux à 301 enfants de 6 mois – 15 ans (Rapport UNHCR 2015). Ces actions de santé publique s'accompagnent d'un volet de formation des volontaires dans certaines aires de santé de la région du Nord-Cameroun. Dans le même sens, l'UNICEF appuie les Délégations de la santé publique de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord dans la prise en charge de la malnutrition aigue qui caractérise les populations migrantes en proie à l'insécurité alimentaire. La malnutrition constitue une constante caractéristique des déplacés de la guerre, des crises écologiques à travers la planète. L'action des organisations s'est intensifiée en intégrant la lutte contre le paludisme et les infections respiratoires.

Le champ de l'humanitaire s'est élargi aux ONG qui se déploient à côté du HCR et des autres organisations internationales en vue de la réduction de la vulnérabilité alimentaire et sanitaire des déplacés. Parmi ces ONG, on peut évoquer Care International et Plan Cameroun. Care International s'est engagé dans le domaine de l'amélioration des conditions de santé et d'hygiène des migrants. A cet effet, l'ONG finance la construction, l'entretien des puits d'eau, des toilettes, des douches et des systèmes d'assainissement. Les conditions de vie précaires dans les camps de réfugiés et l'insalubrité constituent des facteurs d'exposition aux maladies. Au total, c'est plus de 10 000 personnes qui ont bénéficié de cette offre sanitaire de l'ONG Care International (Site web Care Cameroun). Quant à Plan

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**

8th Year, No. 2 (16) – 2016

Galati University Press, ISSN 2065 -1759

Cameroun, cette organisation non gouvernementale s'intéresse à la scolarisation des enfants, à l'alimentation en eau potable par la construction des forages. Mais également, elle s'intéresse à l'amélioration des conditions d'hygiène par la construction des latrines et des douches dans les camps des déplacés.

Cependant, les agents de l'ONG Médecin Sans Frontière (MSF) parcourent les différents sites des réfugiés afin d'administrer des soins aux malades, contribuant de ce fait, à la réduction des problèmes de santé des déplacés. Les conditions d'hygiène dans les différents sites d'habitation sont génératrices de maladies telles que le paludisme, le choléra, les infections respiratoires etc. Toutefois, la tâche des organisations humanitaires n'a pas seulement consisté à apporter les besoins de base mais également elle a consisté à l'encadrement psycho-social, au réconfort moral d'une population en état de stress dû aux conditions ayant précipité leur départ.

Si l'on a observé l'engagement des organisations internationales et des ONG étrangers pour des causes humanitaires, on constate tout de même, l'absence des organisations locales capables de venir en aide aux déplacés victimes des crises. Pourtant le Nord-Cameroun connaît une pléthore d'ONG issue de la société civile. Du fait de la récurrence des crises multidimensionnelles, le bassin du lac Tchad est devenu un espace de mobilité et le Nord-Cameroun une zone de convergence et d'expérimentation des programmes d'aide humanitaires des organisations internationales et des ONG étrangers. L'aide internationale humanitaire n'est pas dénuée des enjeux politiques et économiques comme l'a signifié Marc Antoine Pérouse de Montclos dans l'une de ses études sur la migration burundaise de la décennie 1990.<sup>11</sup> Malgré les diverses interventions des humanitaires, la situation dans les camps des

---

<sup>11</sup>Marc Antoine Pérouse de Montclos, 2006, « De l'impartialité des humanitaires et de leur perception par les bénéficiaires : les enjeux politiques de l'aide internationale au Burundi », in *Autrepart*, n° 39. Disponible en ligne sur: [www.cairn.info/revue-autrepart-2006-3-page-39.htm](http://www.cairn.info/revue-autrepart-2006-3-page-39.htm)

déplacés n'est pas de tout probante et reluisante, ce qui pousse les migrants à la pratique des activités de subsistance qui pourraient impacter sur l'environnement naturel.

### **III. Migration étrangère, dégradation de l'environnement et conflits d'accès aux ressources naturelles**

Le Nord Cameroun connaît une migration étrangère dense venant de l'Afrique de l'Ouest et des autres pays de l'Afrique centrale. Ce flux migratoire n'est pas sans conséquence sur l'environnement naturel. En même temps, les rapports sociaux entre migrants et les populations autochtones ne sont pas toujours pacifiques.

Les déplacés exercent une pression sur les ressources ligneuses qui subissent parfois l'influence des sécheresses et de la rareté de l'eau. Cette conjugaison de facteurs entraînent la dégradation de l'environnement malgré la mise en place des politiques de protection et de reboisement initiées par le gouvernement. C'est dans ce sens que le reboisement de la région du Nord-Cameroun a été considéré comme une priorité de la politique environnementale des pouvoirs publics. La relation homme-environnement paraît établie et cela remonte aux premiers âges de l'humanité.

Au même titre que les populations autochtones, les réfugiés et d'autres migrants participent au processus de la dégradation des écosystèmes de leur milieu d'implantation. C'est ainsi que les écosystèmes situés aux alentours des sites des réfugiés connaissent une dégradation avancée. Pour subvenir aux besoins de base, les réfugiés s'adonnent aux activités génératrices de revenu parmi lesquelles la coupe et la vente de bois de chauffe. La coupe de bois est un facteur de dégradation du milieu naturel. Les réfugiés coupent les arbres afin d'utiliser le bois pour la préparation des aliments dans les ménages, soit pour la vente afin d'avoir quelques pécules. Le bois

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**

8th Year, No. 2 (16) – 2016

Galati University Press, ISSN 2065 -1759

de chauffe constitue la seule source d'énergie utilisée par les ménages dans les camps, ce qui explique d'ailleurs la pression sur les réserves forestières.

La demande et la consommation de bois de chauffe ont connu une augmentation ayant entraîné un effet de dégradation de l'environnement. Il y a en effet, un impact environnemental considérable et de préjudice sur les écosystèmes. Cet impact environnemental amène à penser, à l'élaboration d'un plan de réhabilitation de l'environnement ou du paysage au moment de la fermeture des camps et du rapatriement des réfugiés vers leur pays d'origine. Les humanitaires doivent tenir compte de la dimension environnementale dans les programmes de prise en charge des réfugiés et des migrants.

La cohabitation des populations autochtones avec les réfugiés est souvent empreinte de conflits. Plusieurs facteurs expliquent le déclenchement de tensions dont les plus récurrents sont liés à l'accès aux ressources naturelles. Dans la région de l'Adamaoua, les tensions sont observées entre les populations locales et celles migrantes (Mbororo et Peuls). En effet, les Mbororo et les Peuls constituent les populations nomades dont l'activité principale repose sur l'élevage. Au sujet du peuple Mbororo éleveur et nomade, Saïbou Issa écrit: « Ces éleveurs nomades (...) mènent une vie de migration, transhumant par delà les frontières régionales et nationales » (Saïbou Issa, 2006).

Les troubles politiques et l'insécurité qui secouent la Centrafrique depuis des décennies ont provoqué un flux de la migration des Mbororo et des Peuls vers les régions du Nord-Cameroun. On observe de nombreux groupes d'éleveurs qui cherchent des espaces de pâturages pour leur bétail. La destruction des plantations par le bétail justifie la récurrence des conflits agro-éleveurs qui sont légions au Nord-Cameroun. Dans la région de l'Adamaoua, les conflits entre les agriculteurs Gbaya et les Mbororo sont liés aux destructions des champs de plantations par le bétail.

Ces conflits agro-éleveurs s'observent également aux abords du lac Tchad. Dans un contexte, où les populations du Nord-Cameroun vivent sous la menace permanente de l'insécurité alimentaire, la destruction des plantations de céréales ou de tubercules par le bétail des migrants n'est pas tolérable par les populations autochtones et cela porte préjudice aux rapports sociaux.

L'accès aux ressources naturelles, en l'occurrence le foncier, les pâturages, l'eau explique la régularité des conflits opposant les populations locales et à celles migrantes. Cette conflictualité, vue sous l'angle polémologique, pose le problème de la désintégration sociale des réfugiés ou des migrants dans le nouvel espace d'habitation. Les réfugiés ou les migrants forcés sont perçus comme des étrangers. La cohabitation et l'intégration de la minorité deviennent, de ce fait, des défis pour les humanitaires. Il convient donc de travailler sur le renforcement de la cohabitation pacifique et de l'intégration des réfugiés dans les régions hôtes.

### **Conclusion**

Dans ce texte, nous avons voulu montrer le caractère hospitalier du Cameroun vis à vis des réfugiés ou des migrants forcés du Tchad et de la Centrafrique, souvent en proie à des troubles politiques. L'histoire tumultueuse du Tchad et de la Centrafrique a engendré de nombreux déplacements des populations à l'intérieur et vers l'extérieur notamment au Cameroun. Le pays accueille le plus grand nombre des réfugiés en Afrique centrale. Depuis la décennie 1970, le Nord-Cameroun a accueilli de nombreux migrants tchadiens et centrafricains. Mais également, il a accueilli des burundais, des rwandais et des congolais (ex Zaïre) suite au génocide du Rwanda de 1994 et au désordre lié à la chute de Mobutu de Zaïre.

Le Cameroun se positionne comme une terre de refuge à travers ses institutions, sa diversité humaine et sa géographie. Cette migration de masse pose à l'État du Cameroun et aux organismes internationaux la problématique de l'aide humanitaire d'urgence afin



de pallier aux souffrances des déplacés. Ainsi, il ressort en substance que le Cameroun entretient une étroite relation de partenariat avec le HCR dans la gestion de la masse des réfugiés. Ils ont construit des centaines de camps dans les régions administratives de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Les réfugiés bénéficient d'un apport en aliments de base, d'un encadrement sanitaire et psychologique. En effet, la pression démographique sur les ressources naturelles constitue un facteur d'amenuisement. Les migrants s'adonnent aux activités génératrices de revenu qui s'inscrivent dans le registre dans l'informel. Ils exercent également une pression sur les écosystèmes et les réserves ligneuses, devenant de ce fait des acteurs de la destruction de l'environnement des régions hôtes dans un contexte de lutte contre la désertification et les changements climatiques globaux. L'accès des réfugiés aux ressources naturelles (foncier, eaux, pâturage, réserves ligneuses etc.) constitue un facteur de tensions et de conflits qui complexifient les rapports entre les autochtones et les allogènes. La cohésion sociale et la prise en compte des préjudices environnementaux apparaissent comme des axes à intégrer dans les programmes des humanitaires pour un développement durable dans les régions hôtes des migrants forcés.

### **Références bibliographiques**

1. Aderanti Adepoju (1998) «les relations entre migrations internes et migrations internationales : le cas de l'Afrique », *RISS*, N°127, Paris, UNESCO.
2. Ahidjo, P. (2013) « Écologie et histoire de peuplement aux abords sud du lac Tchad : du XVIe au début du XXIe siècle », Thèse de Doctorat/Ph. D d'Histoire, Université de Ngaoundéré
3. Ahidjo, P. (2009) « Insécurité et criminalité étrangère à Maroua-Cameroun », *revue Public administration and regional studies*, n°1 2009, Galati University Press,
4. Boureima Alpha Gado (1994) «Crises alimentaires et conquêtes agricoles des nouvelles terres dans le Sud-Ouest du Niger », *Revue de géographie Alpine, au contact Sahara-Sahel*. Milieux et société du Niger, Niamey, collection ascendance
5. Boutrais, J. (2007) « Crises écologique et mobilités pastorales au Sahel : les Peuls du Dallol Bosso (Niger), in *Sécheresse*, volume 18, N°1, Paris, AUF

**PUBLIC ADMINISTRATION & REGIONAL STUDIES**  
8th Year, No. 2 (16) – 2016  
Galati University Press, ISSN 2065 -1759

6. Dabelko, G., « The environment and conflict in the third world: Examining linkage, context and policy », *Occasional Paper*, N° 12, Harrison Program on the Future Global Agenda
7. Dongmo, J. L. (1997) «Les migrations internationales en Afrique Centrale », *Annales de la FALSH*, Vol 2, Université de Ngaoundéré
8. Homer Dixon, T. (1994) «Environmental scarcities and violent conflict: Evidence from cases», *Peace and conflict studies program*, University of Toronto, vol 19, N°1
9. Homer Dixon, T. (1995) «The Ingenuity Gap: can poor countries adapt to resource scarcity», *Population and Development review*, vol 21, N° 3, University of Toronto
10. Moriba Touré et al (1993) *migrations et urbanisation au sud du Sahara. Quels impacts sur les politiques de population et de développement ?* Dakar, CODESRIA
11. Percival, V., Homer Dixon, T. (1995) « Environmental scarcity and violent: The case of Rwanda », *Occasional paper project on environment population and security*, University of Toronto
12. Saïbou Issa (2006) «Prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis/RCSP/ Vol 13, n° 1-2*
13. Saïbou Issa (2001) «Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad: Dimension historique, XVIe-XXe siècle », Thèse de Doctorat/Ph.D d'Histoire, Université de Yaoundé I
14. Saïbou Issa (2010) *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala

**Rapport**

- Rapport UNHCR 2014
- Rapport UNHCR 2014-2015
- Rapport UNHCR 2015

**Sources électroniques**

Marc Antoine Pérouse de Montclos (2006) «De l'impartialité des humanitaires et de leur perception par les bénéficiaires : les enjeux politiques de l'aide humanitaire au Burundi » *Autrepart* n° 39 disponible sur [www.cairn.info/revue-autrepart-2006-3-page-39.htm](http://www.cairn.info/revue-autrepart-2006-3-page-39.htm)